



**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2026 – 890 du 22 mai 2026
modifiant l'arrêté préfectoral n°2023-2707 du 8 novembre 2023
modifiant et complétant les dispositions fixées par l'arrêté préfectoral n°2020-2246 du 21 octobre
2020 modifié, autorisant la société PAPREC PLASTIQUES à exploiter un centre de transit, tri et
traitement de déchets plastiques à recycler sur le territoire de la commune de Verdun**

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 8 avril 2026 portant nomination de Mme Anne-Florence CANTON, Préfète de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2026-789 du 6 mai 2026 accordant délégation de signature à Mme Alice MALLICK, Sous-Préfète de Verdun, chargée de l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998, modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toutes natures des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2020-2246 du 21 octobre 2020 autorisant la société PAPREC PLASTIQUES à exploiter un centre de transit, tri et traitement de déchets plastiques à recycler sur le territoire de la commune de Verdun ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-2707 du 8 novembre 2023 modifiant et complétant les dispositions fixées par l'arrêté préfectoral n°2020-2246 du 21 octobre 2020 ;

Vu le dossier de porter à connaissance relatif à la modification des conditions d'exploitation, en date du 24 novembre 2025, complété le 30 janvier 2026 et le 24 mars 2026 ;

Vu la décision de non soumission à évaluation environnementale et de non substantialité du Préfet de la Meuse en date du 24 décembre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est, référencé SV/87-2026 en date du 27 avril 2026 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, porté à la connaissance de l'exploitant le 30 avril 2026 par courrier recommandé avec accusé de réception ;

Vu le courrier électronique du 21 mai 2026, par lequel l'exploitant indique n'avoir aucune remarque à formuler sur le projet d'arrêté de décision ;

Considérant que ces modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu d'acter ces modifications notables par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris dans les conditions prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement et de fixer certaines dispositions permettant de garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du même code ;

Considérant que le dossier de porter à connaissance démontre l'absence d'effets domino entre îlots et d'effets au-delà des limites de propriété du site dans les conditions de stockage prévues dans le dossier ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

Les dispositions des arrêtés préfectoraux précédents n°2020-2246 du 21 octobre 2020 et n°2023-2707 du 8 novembre 2023, autorisant la société PAPREC PLASTIQUES, dont le siège social est situé 7 rue du Docteur Lancereaux à PARIS (75 008), à exploiter un centre de transit, tri et traitement de déchets plastiques à recycler sur le territoire de la commune de Verdun, sont complétées et modifiées par le présent arrêté.

Article 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2023-2707 du 8 novembre 2023 est remplacé par :

Les activités répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux : 1. La quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure à 20 t/j	Capacité de broyage de matières/déchets plastiques : 140t/j et 30 750 t/an	A
2661-2	Transformation de polymères : 2. Par tout procédé exclusivement mécanique a) La quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure à 20 t/j		E
2661-1a	Transformation de polymères : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion...) a) La quantité de matières susceptible d'être traitées étant supérieure ou égale à 70 t/j	Quantité maximale de déchets de plastiques susceptibles d'être extrudée après broyage : 120 t/j ou 38 000 t/an	A

2662-1	Stockage de polymères 1. Le volume susceptible d'être présent étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	Quantité maximale de déchets de plastiques ou de matières plastiques susceptible d'être stocké : 43 621 m³	E
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	Volume maximal de déchets de plastiques ou de matières plastiques : 43 621 m³ Déchets de papiers/cartons/bois et DND autres : 688 m ³ (déchets refus de tri entreposés sur le site non comptabilisés : 36 m ³) Soit un total maximal de déchets pouvant être présents dans l'établissement de 44 309 m³	E
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou déchets de métaux non dangereux 2. La surface étant supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ²	Surface maximale dédiée au regroupement de métaux : 192 m ²	D

A : installations et équipements classés sous le régime de l'autorisation.

E : installations et équipements classés sous le régime de l'enregistrement.

D : installations et équipements classés sous le régime de la déclaration.

Article 3 : Organisation de l'établissement

L'article 5 de l'arrêté préfectoral n°2023-2707 du 8 novembre 2023 est modifié et complété comme suit :

Les installations sont organisées de la façon suivante :

Référence bâtiment/zone	Affectation et/ou usage
Bâtiment n°1 (2 900 m ²)	<ul style="list-style-type: none"> • Activité de production (extrudeuses) • Laboratoire • Administration • Chauffage • Vestiaires / réfectoire • Local à pharmacie
Bâtiment n°2 (2 300 m ²)	<ul style="list-style-type: none"> • Stockages consommables et matériels • Quai de déchargement / chargement • Atelier mécanique
Bâtiment n°3 (2 340 m ²)	<ul style="list-style-type: none"> • Stockage matières premières • Quai de déchargement / chargement • Vestiaires / réfectoire
Bâtiment n°4 (1 835 m ²)	<ul style="list-style-type: none"> • Activité de production (presse) • Chaîne de tri / presse / coupe bobine/ stockage
Bâtiment n°5 (832 m ²) + Auvent (832 m ²)	<ul style="list-style-type: none"> • Activité de production (lavage / broyage) • Silo d'homogénéisation
Auvent (300 m ²)	<ul style="list-style-type: none"> • Stockage matières
Angle Nord-Est du bâtiment n°1	<ul style="list-style-type: none"> • 3 transformateurs électriques
Angle Nord-Est du bâtiment n°5	<ul style="list-style-type: none"> • 2 transformateurs électriques

Article 4 : Garanties financières

Les articles 11 à 14 du chapitre 5 de l'arrêté préfectoral n°2023-2707 du 8 novembre 2023 sont abrogés à notification du présent arrêté.

Article 5 : Localisation des points de rejet visés par le présent arrêté

L'article 36 de l'arrêté préfectoral n°2023-2707 du 8 novembre 2023 est remplacé par :

Les exutoires autorisés pour les différents effluents aqueux de l'établissement se définissent comme suit :

Nature des effluents collectés	Eaux sanitaires et eaux usées domestiques		Eaux de l'aire de distribution de carburant	Eaux pluviales des voiries et parking	Eaux pluviales des toitures non polluées
	Bâtiment n°1	Bâtiment n°3			
Traitement interne	Mini-station biologique	/	Séparateur d'hydrocarbures	Dégrilleur Bassin de régulation Séparateur d'hydrocarbures Décanteur lamellaire	/
Exutoire de rejet	Réseau pluvial public de la ville de VERDUN (débit de fuite accordé par le gestionnaire : de 9 l/s/ha)	Réseau d'assainissement public de la ville de BELLEVILLE-SUR-MEUSE	Réseau pluvial public de la ville de VERDUN (débit de fuite accordé par le gestionnaire : de 9 l/s/ha)		

*Réseau pluvial public de la ville de VERDUN (débit de fuite accordé par le gestionnaire : de 9 l/s/ha)

Article 6 : Moyens de détection et de lutte

L'article 45 de l'arrêté préfectoral n°2023-2707 du 8 novembre 2023 est remplacé par :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte et de détection adaptés aux risques à défendre, et au minimum ceux définis ci-après :

- une réserve d'eau d'incendie d'une capacité de 240 m³, implantée à proximité du bâtiment 1 ;
- une réserve d'eau d'incendie d'une capacité de 240 m³ implantée à proximité du bassin de rétention et de régulation des eaux ;
- une réserve d'eau d'incendie d'une capacité de 240 m³, installée en limite de propriété à l'Ouest du site, accessible par un chemin qui sera réalisé dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- deux poteaux d'incendie normalisés ayant un débit d'eau d'au moins 40 m³/h, chacun situé à l'extérieur du site ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement, et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles (liquides inflammables, stocks de plastique, déchets...) et de l'ensemble des postes de chargement et de déchargement. Ils sont situés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- des robinets d'incendie armés (RIA) dans les bâtiments 2, 3, 4 et 5 ;
- le mur du bâtiment 3 séparant le bâtiment 3 du bâtiment 4 est équipé d'un système de sprinklage sur 10 m de large pour protéger le bâtiment 4.

Une détection d'incendie est opérationnelle dans les bâtiments de stockage.

L'établissement dispose en toutes circonstances, y compris en cas de défaillance d'un équipement (pompe, poteau...), de ressources en eau suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.

Les moyens de lutte contre un incendie doivent pouvoir être accessibles et mis en œuvre à tout moment.

Les moyens de lutte contre un incendie fixes et mobiles mentionnés ci-dessus font l'objet d'une procédure de maintenance, dans laquelle sont définis notamment les contrôles et tests à réaliser, leur fréquence et leur traçabilité

Pour toutes les installations, l'exploitant est en mesure de justifier au Préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

Article 7 : Organisation et aménagement des stockages

Les annexes de l'article 52 de l'arrêté préfectoral n°2023-2707 du 8 novembre 2023 sont remplacés par les annexes du présent arrêté.

La phrase suivante de l'article 52 de l'arrêté préfectoral n°2023-2707 du 8 novembre 2023 « des passages libres d'au moins deux mètres sont réservés latéralement autour de chaque îlot de stockage de façon à faciliter l'intervention du SDIS en cas d'incendie » est remplacée par :

Des allées principales, telles que définies sur le plan en annexe, de largeur comprise entre 4 à 6 mètres, permettent en tout temps l'accès au SDIS à chacun des îlots pour intervenir en cas d'incendie.

Les distances d'effets domino entre chaque groupe d'îlots définis dans l'étude de flux thermiques accompagnant le dossier du 24 novembre 2025 et complété en 2026, doivent être respectées.

Article 8 : Murs coupe feu

L'ensemble des murs coupe-feu doit respecter les caractéristiques suivantes, pour chaque îlot dont il a pour objectif de maîtriser les effets thermiques :

- REI 120 minimal,
- Hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot,
- Implantation définie dans les conditions minimales fixées sur le plan et le tableau en annexe de l'arrêté préfectoral.

Article 9 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera affichée à la Mairie de Verdun pendant une durée minimale d'un mois et pourra être consultée par toute personne intéressée. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera établi par les soins du Maire.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 : Exécution et information

- La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Meuse,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est,
- le Maire de Verdun,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la société PAPREC PLASTIQUES et adressée pour information, à la Sous-Préfète de l'arrondissement de Verdun.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Sous-Préfet de Commercy



Eric LE ROUX

Voies et délais de recours (application des articles L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration et R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative) :

Recours administratifs

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

– soit un recours gracieux, adressé au Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg - 55012 Bar-le-Duc,

– soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de la Transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, Arche de la Défense - Paroi Sud / Tour Séquoia - 92055 LA DEFENSE Cédex.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal administratif de Nancy - 5 place de la Carrière – Case officielle n°20038 – 54036 NANCY Cédex par :

1° l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,

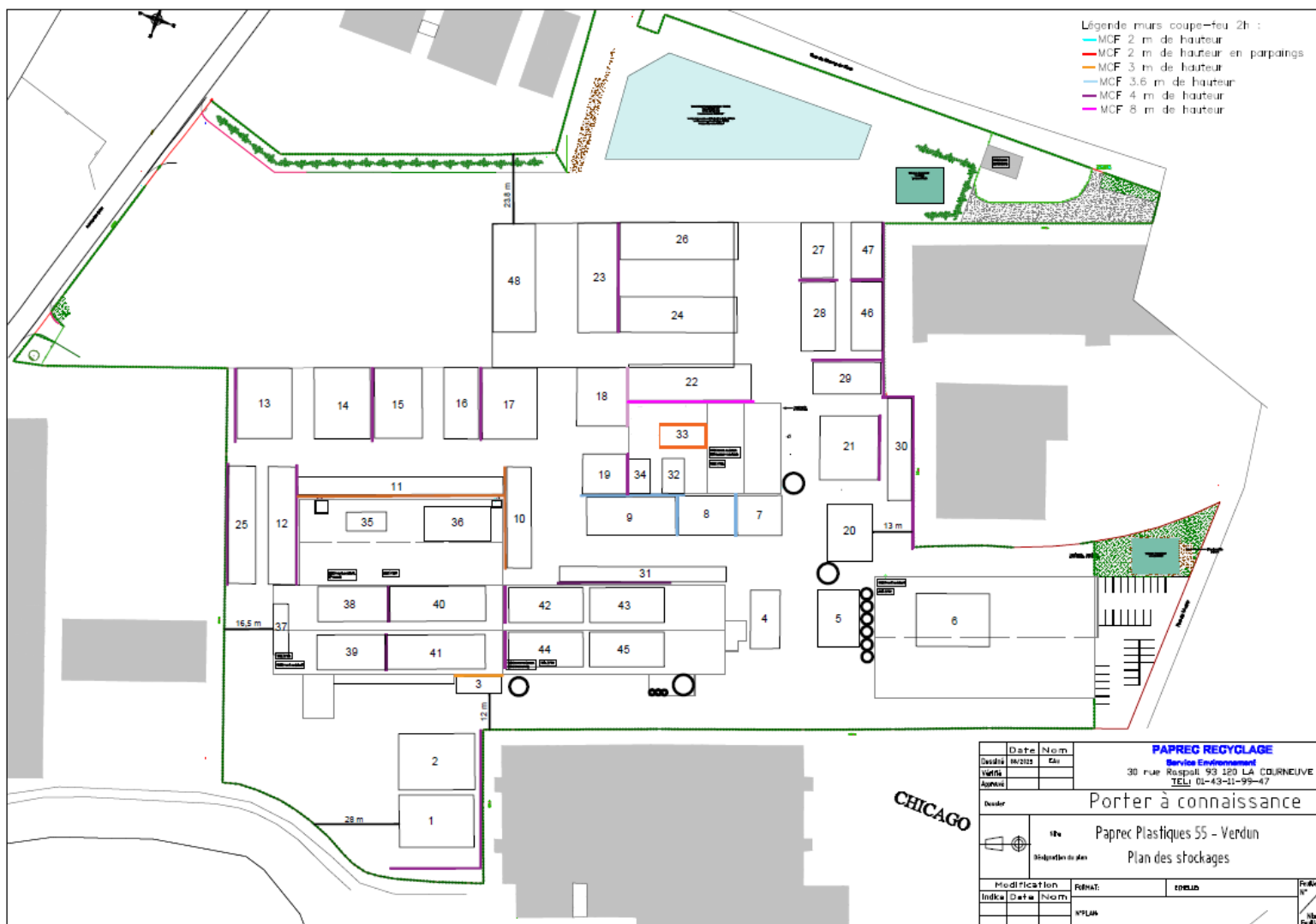
2° les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « *télérecours citoyens* » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Obligation de notification de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

**Annexe 1 : Plan des stockages sur le site et des mesures de maîtrises du risque incendie
(murs coupe-feu)**



(la limite du site est en vert et en violet lors de la présence de mur coupe-feu)

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° 2026 – 890 du 22 mai 2026

Pour la Préfète et par délégation,
Le Sous-Préfet de Commercy


Eric LE ROUX

Annexe 2 : Tableau de description des différents stockages (48 îlots)

Les murs coupe-feu respectent les dispositions de l'article 8 du présent arrêté préfectoral.

Îlots	Rubriques	mur coupe-feu	Hauteur maximale de l'îlot (m)	Surface (m ²)	Volume
1	2662/2714	O	3,8	300	1140
2	2662/2714	O	3,8	300	1140
3	2662/2714	N	2,2	89	195
4	2662/2714	N	3,8	166	629
5	2662/2714	N	3,5	274	959
6	2662/2714	N	3	246	738
7	2662/2714	O	3,5	136	475
8	2662/2714	O	3,5	250	877
9	2662/2714	O	3,5	391	1368
10	2662/2714	O	3	280	839
11	2662/2714	O	2,2	482	1 060
12	2662/2714	O	3,5	391	1369
13	2662/2714	O	2,2	269	591
14	2662/2714	O	2,2	269	591
15	2662/2714	O	2,2	227	499
16	2662/2714	O	2,2	227	499
17	2662/2714	O	3,5	255	893
18	2662/2714	O	3,5	328	1146
19	2662/2714	O	3,5	200	700
20	2662/2714	N	3,5	296	1037
21	2662/2714	O	3,8	426	1619
22	2662/2714	O	4,8	499	2395
23	2662/2714	O	3,5	492	1721
24	2662/2714	O	3,8	505	1918
25	2662/2714	O	3,5	391	1369
26	2662/2714	O	3,8	500	1918
27	2662/2714	O	3,5	204	715
28	2662/2714	O	3,5	294	1029
29	2662/2714	O	3	244	732
30	2662/2714	O	2,1	195	410
31	2662/2714	O	3	287	861
32	2662/2714	O	3,2	90	289
33	2662/2714	O	3	123	370
34	2662/2714	O	3,2	90	289
35	2662/2714	N	3	85	256
36	2662/2714	O	3	260	781
37	2662/2714	N	3,5	88	309
38	2662/2714	O	3,5	280	979
39	2662/2714	O	3,5	280	979

Îlots	Rubriques	mur coupe-feu	Hauteur maximale de l'îlot (m)	Surface (m ²)	Volume
40	2662/2714	O	3,5	384	1342
41	2662/2714	O	3,5	384	1342
42	2662/2714	O	3,5	297	1041
43	2662/2714	O	3,5	297	1041
44	2662/2714	O	3,5	297	1041
45	2662/2714	N	3,5	297	1041
46	2662/2714	O	3,5	294	1029
47	2662/2714	O	3,5	204	715
48	2662/2714	N	2,2	497	1093
				total	44 309

(*)

N : pas de mur coupe-feu car les 8 KW/m² ne touchent pas les autres îlots

O : présence d'un mur coupe-feu comme indiqué sur le plan des stockages

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° 2026 – 890 du 22 mai 2026

Pour la Préfète et par délégation,
Le Sous-Préfet de Commercy



Eric LE ROUX